



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

n° 069 du 25 avril 2023

## SOMMAIRE

### **DDTM - Direction Départementale des Territoires et de la Mer**

Arrêté préfectoral n°2023/SEE/0098 en date du 24 avril 2023 portant sur une interdiction temporaire de pêche sur la Sèvre Nantaise.



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires et de la mer**

### **Arrêté n°2023/SEE/0098**

Portant sur une interdiction temporaire de pêche sur la Sèvre Nantaise

#### **LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Livre II – Titre Ier : Eaux et Milieux Aquatiques et le Livre IV – Titre III : Pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral annuel en vigueur, réglementant l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de la Loire-Atlantique ;

**Vu** le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 arrêté par le préfet coordinateur en date du 18 mars 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-04-22/SEE - Biodiversité du 22 avril 2023 portant sur une interdiction temporaire de pêche en Loire-Atlantique ;

**Vu** l'arrêté de délégation de signature en vigueur de monsieur le préfet de la Loire-Atlantique à monsieur Mathieu BATARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique, et l'arrêté de subdélégation en vigueur de monsieur Mathieu BATARD à certains de ses collaborateurs ;

**Considérant** la pollution occasionnée par le déversement accidentel d'un fongicide dans le réseau d'eau pluviale ;

**Considérant** que le fongicide déversé est un fort contaminant biotique et notamment de la faune piscicole ;

**Considérant** que la manipulation et la consommation des produits de la pêche sont susceptibles d'entraîner un risque pour la santé publique et qu'il convient, par mesure de précaution, d'interdire la pêche professionnelle et de loisir sur les communes de GETIGNE, CLISSON, GORGES, MONNIERES, LE PALLET, LA HAIE FOUASSIERE, SAINT-FIACRE-SUR-MAINE, VERTOU, REZE, NANTES dans le Ligneau et la Sèvre Nantaise ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

## **ARRETE**

### **Article 1er** : Objet de l'arrêté

La pêche (professionnelle et de loisir) est interdite temporairement sur le Ligneau et la Sèvre Nantaise, sur les communes de GETIGNE, CLISSON, GORGES, MONNIERES, LE PALLET, LA HAIE FOUASSIERE, SAINT-FIACRE-SUR-MAINE, VERTOU, REZE, NANTES ;

### **Article 2** : Période d'interdiction

La présente interdiction est effective à compter du 24 avril 2023 et jusqu'au 3 mai 2023 inclus.

### **Article 3** : Modalités de mise en œuvre

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairies des communes riveraines de la Sèvre Nantaise pendant la durée de l'interdiction.

### **Article 4** : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le général commandant le groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le président de la fédération de la Loire-Atlantique pour la pêche et la protection du milieu aquatique, les maires des communes citées à l'article 1<sup>er</sup> sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANTES, le 24 avril 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer  
et par subdélégation,  
L'adjoint à la cheffe du service eau, environnement,

  
Bryan HENNING

### **Délais et voies de recours**

Un recours administratif peut être formé à l'encontre du présent arrêté, dans un délai de deux mois suivant sa publication/notification :

- Soit par recours gracieux adressé au Préfet de la Loire-Atlantique
- Soit par recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Un recours contentieux peut également être présenté devant le Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou dans un délai de deux mois suivant la réponse de l'administration (expresse ou tacite) au recours administratif.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).